



BULLETIN D'INFORMATION BIRDLIFE AFRICA



© Lars Petersson | My World of Bird Photography

UN MESSAGE DU DU BUREAU DU DIRECTEUR RÉGIONAL

Bienvenue au premier numéro de la lettre d'information de BirdLife Africa en 2024. Alors que l'Afrique continue d'être confrontée à la double crise du changement climatique et de la perte de biodiversité, notre travail pour sauver la nature est plus important que jamais. Qu'il s'agisse de la protection des sites au Malawi ou de la conservation marine aux Seychelles, nos partenaires continuent de faire de grands progrès en matière de conservation. La nécessité d'une collaboration plus étroite reste primordiale, et nous sommes ravis de faire partie de la Coalition pour la transparence de la pêche, rejoignant ainsi d'autres organisations internationales pour plaider en faveur de l'utilisation durable des ressources marines. Nous attendons également avec impatience la réunion du Conseil pour le partenariat avec l'Afrique (CAP) qui aura lieu en septembre de cette année, afin de faire le point sur notre mise en œuvre de la stratégie de BirdLife et de planifier l'avenir. Nous espérons que vous apprécierez les récits de nos partenaires à travers le continent et que vous partagerez cette lettre d'information avec vos amis et sympathisants. Bonne lecture et merci pour votre soutien continu.

Kariuki Ndong'ang'a
Directeur régional pour l'Afrique, BirdLife International

OISEAU EN DANGER

L'IBIS DE SAO TOMÉ BOSTRYCHIA BOCAGEI

L'ibis de Sao Tomé, qui figure sur la liste rouge de l'UICN dans la catégorie « en danger critique », est une espèce endémique que l'on trouve exclusivement sur l'île de São Tomé, dans le golfe de Guinée. Cette espèce a connu un déclin important de sa population, principalement en raison de la destruction de l'habitat, des perturbations humaines et de la prédation par des espèces introduites. Les principales menaces qui pèsent sur l'ibis nain sont la déforestation pour l'agriculture, la chasse illégale et la dégradation des habitats des zones humides. Pour relever ces défis, les efforts de conservation à São Tomé se concentrent sur la protection de l'habitat, l'application stricte des règlements de chasse et les initiatives d'engagement communautaire.

BIRDLIFE INTERNATIONAL REJOINT LA COALITION POUR LA TRANSPARENCE DANS LES PÊCHES



Bateaux de pêche dans un port de Cabo Verde © BirdLife

Par Ahmed Diame

BirdLife International est le dernier membre à rejoindre la Coalition pour la transparence dans le secteur de la pêche (CFT), une coalition d'organisations de la société civile co-présidée par Oceana et la Fondation pour la justice environnementale qui compte actuellement une cinquantaine de membres, dont le Partenariat régional pour la conservation marine et côtière (PRCM) et le réseau WWF, entre autres.

La CFT cherche à faire progresser la transparence dans le secteur de la pêche par le biais d'actions de plaidoyer et d'une collaboration renforcée. La coalition fournit une plateforme qui permet aux organisations membres de collaborer sur des stratégies communes et de maximiser l'impact de leur travail de plaidoyer. En fin de compte, la CFT vise à soutenir les ONG membres dans leurs efforts de plaidoyer pour encourager les gouvernements à adopter des principes de politique de la pêche, tels que ceux figurant dans la Charte mondiale pour la transparence de la Coalition.

La Coalition est guidée par un comité de pilotage qui sélectionne des leaders de la société civile dans le domaine de la transparence de la pêche et qui l'aide à définir ses priorités et à élaborer les politiques nécessaires. Coprésidé par l'Environmental Justice Foundation (EJF) et Oceana, le comité est composé de six autres membres, dont Accountability.Fish, Global Fishing Watch (GFW), Indonesia Ocean Justice Initiative (IOJI), PRCM, Seafood Legacy et le réseau WWF.

Les produits de la mer sont la première denrée alimentaire commercialisée dans le monde et le dernier aliment que l'homme exploite encore à l'échelle planétaire.

Cependant, le manque d'ouverture et de responsabilité en matière d'information, d'activités et de prise de décision dans le domaine de la pêche a favorisé la mauvaise gestion des pêcheries, la pêche illégale, les violations des droits de l'homme et du travail, l'accès inéquitable aux ressources, ainsi que la fraude et la corruption. Il en résulte des stocks surexploités, des moyens de subsistance menacés, une insécurité alimentaire dans les communautés côtières et des menaces pour la sécurité des travailleurs du secteur de la pêche. Cette situation, associée à des systèmes internationaux de gestion des pêches disparates, a permis à la pêche illégale de se poursuivre sans contrôle.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, plus de 90 % des stocks halieutiques mondiaux sont pleinement exploités, surexploités ou épuisés, ce qui souligne encore davantage le besoin de transparence.

Il est donc nécessaire de mettre en place des politiques de transparence à l'échelle mondiale pour garantir une gouvernance efficace des océans. Par exemple, les informations sur qui pêche quoi, où, quand et comment devraient être librement disponibles et directement accessibles à tous.



Participants à un atelier régional de la CFT tenu à Accra en février 2024 © Coalition for Fisheries Transparency/urbanphlicks

La transparence permet à toutes les parties prenantes, y compris les pêcheurs, les communautés côtières, les acheteurs de produits de la mer, les gouvernements, les organisations régionales, les journalistes et les organisations de la société civile, de jouer un rôle dans la légalité, l'éthique et la durabilité des pêcheries.

"BirdLife International est un membre essentiel de la Coalition pour la transparence dans les pêches grâce à son travail important dans le monde entier. Dans la région de l'Afrique de l'Ouest, les activités de BirdLife visent à assurer la transparence, l'inclusivité et les pratiques durables, comme en témoignent leurs efforts pour plaider en faveur d'accords de pêche européens transparents, encourager la collaboration et le partage d'informations, et renforcer les capacités pour responsabiliser les acteurs du secteur de la pêche", déclare Maisie Pigeon, directrice de la Coalition pour la transparence dans le secteur de la pêche.

"Nous sommes très heureux que BirdLife International ait rejoint la Coalition et travaille en étroite collaboration avec les autres membres, car la collaboration renforce le plaidoyer et aide à promouvoir des changements positifs. En fin de compte, nous pensons que la transparence est un outil qui permet de soutenir des pêcheries plus ouvertes et équitables, ce qui est vital pour l'utilisation durable des ressources marines", note Oliver Yates, responsable du programme marin à BirdLife International.

En Afrique, BirdLife, par l'intermédiaire de son programme marin, est engagé dans diverses initiatives et activités visant à garantir la transparence, l'inclusivité et les pratiques durables, en particulier dans les pêcheries d'Afrique de l'Ouest. Cela se fait entre autres par le biais du plaidoyer politique et de l'engagement des parties prenantes, notamment en ce qui concerne les accords de pêche, la promotion de la collaboration et du partage d'informations

et le renforcement des capacités basé sur une approche écosystémique de la pêche et de la collecte de données. Ces activités visent à favoriser une gestion responsable et équitable des ressources tout en préservant les intérêts de toutes les parties prenantes.

En février 2024, BirdLife a participé à l'atelier régional de la CFT pour l'Afrique de l'Ouest à Accra, au Ghana, qui a rassemblé environ 30 autres organisations de la région. Au cours de cet atelier, les participants ont délibéré sur les 10 principes de la Charte mondiale pour la transparence des pêches, ont cartographié les activités connexes qui sont en cours dans la région de l'Afrique de l'Ouest, et ont partagé les priorités politiques en matière de transparence des pêches des organisations de la société civile (OSC) de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale. En outre, les participants ont mis en évidence les obstacles et les solutions pour faire avancer la politique de transparence, les priorités politiques nationales et régionales, et les opportunités d'action collaborative.

"BirdLife International pense que la transparence est vitale pour une pêche durable et équitable", conclut Tabea Zwimpfer, Coordinatrice Marine pour l'Afrique à BirdLife International



BirdLife International est un membre essentiel de la Coalition pour la transparence dans les pêches grâce à son travail important dans le monde entier. Dans la région de l'Afrique de l'Ouest, les activités de BirdLife visent à assurer la transparence, l'inclusivité et les pratiques durables, comme en témoignent leurs efforts pour plaider en faveur d'accords de pêche européens transparents, encourager la collaboration et le partage d'informations, et renforcer les capacités pour responsabiliser les acteurs du secteur de la pêche



Maisie Pigeon
Directrice de la Coalition pour la transparence dans le secteur de la pêche.

LUTTE CONTRE LE SATURNISME CHEZ LES VAUTOURS

AU ZIMBABWE



Vautour à dos blanc (*Gyps africanus*) s'élevant dans le ciel bleu du Zimbabwe, montrant le vol majestueux de cette espèce en danger critique d'extinction. © David Beadle

Par Lewis Kihumba

En Afrique, les vautours font partie des espèces d'oiseaux les plus menacées. Bien que les vautours jouent un rôle essentiel dans le nettoyage, réduisant ainsi la propagation potentielle des maladies, leurs populations ont considérablement diminué ces dernières années, en raison de divers facteurs, notamment l'empoisonnement, l'utilisation fondée sur des croyances, l'électrocution et les collisions avec les infrastructures énergétiques, ainsi que la perte d'habitat, entre autres.

En Afrique australe, l'empoisonnement et l'utilisation fondée sur des croyances sont les principales menaces qui pèsent sur les populations de vautours. Pour faire face à cette menace, les défenseurs de l'environnement et d'autres parties prenantes se sont réunis à l'hôtel Cresta Lodge à Harare, au Zimbabwe, les 9 et 10 avril 2024, pour discuter de la menace du saturnisme chez les vautours résultant de l'utilisation de munitions au plomb. Le plomb (Pb) a de graves répercussions sur les vautours et d'autres animaux sauvages. Chez les vautours, il affecte tous les organes principaux et entraîne la mort. Il affecte également leur capacité à se reproduire efficacement.

L'atelier de sensibilisation au plomb des vautours, organisé conjointement par BirdLife Zimbabwe (partenaire de BirdLife au Zimbabwe) et l'Autorité de gestion des parcs et de la faune du Zimbabwe (ZPWMA), a rassemblé des participants des conseils de district ruraux, des universités, de la police de la République du Zimbabwe, de l'association des guides professionnels et des chasseurs du Zimbabwe, des détaillants d'armes et de munitions, des vétérinaires et des organisations de la société civile.

Au cours de la première journée de l'atelier, des présentations ont été faites sur l'importance des vautours en tant qu'équipe de nettoyage de la nature et sur les menaces auxquelles ils sont confrontés, notamment à cause du plomb contenu dans les munitions. Les liens entre les impacts du plomb et la santé humaine ont également été démontrés avec brio.

Lors de l'ouverture de la réunion, Roseline Mandisodza-Chikerema, écologiste en chef pour les écosystèmes terrestres à l'Autorité de gestion des parcs et de la faune du Zimbabwe, a déclaré que les efforts collectifs déployés au cours de l'atelier ne profiteraient pas seulement au Zimbabwe, mais qu'ils joueraient également un rôle essentiel dans l'élaboration d'une stratégie plus large de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour la conservation de la faune et de la flore sauvages dans toute la région.

"Saisissons cette occasion de collaborer, d'innover et d'apporter des changements positifs qui profiteront à nos vautours, à la faune et aux écosystèmes. Nous devons développer un plan d'action pour les vautours, soutenu par un plan de financement durable", a-t-elle ajouté.

Julia Pierini, directrice générale de BirdLife Zimbabwe, a souligné la nécessité d'un effort concerté pour s'attaquer à la crise des vautours en Afrique et au Zimbabwe.

"Je suis encouragée par le soutien et la collaboration continus de l'autorité de gestion des parcs et de la faune du Zimbabwe et par la participation engagée des diverses parties prenantes représentées ici à cette réunion. Le plomb affecte les vautours, les autres espèces sauvages et les êtres humains. Nous devrions tous travailler ensemble pour identifier une voie vers l'élimination progressive du plomb dans l'environnement, en particulier dans les munitions", a-t-elle noté.

"En Asie, les vautours étaient confrontés à une seule menace : l'empoisonnement par un médicament vétérinaire, le diclofénac, mais leur nombre s'est effondré. En Afrique, les vautours sont confrontés à plusieurs menaces, dont l'utilisation fondée sur des croyances et l'empoisonnement, notamment par le plomb des munitions, d'où la nécessité d'une action urgente", a déclaré Lovelater Sebele, responsable de la conservation des vautours pour l'Afrique australe à BirdLife International.

"Des études ont montré que le plomb dans les carcasses tirées avec des munitions au plomb empoisonne les vautours. Il a un impact négatif sur la croissance des populations de vautours et sur leur développement neurologique. La santé humaine est également affectée car les humains sont exposés au plomb des munitions par plusieurs voies. Pour faire face à cette menace, il faudra adopter une approche "Une seule santé", a-t-elle ajouté.

L'approche "Une seule santé" est une action unifiée qui vise à trouver des solutions pour les personnes, les animaux et l'environnement. Les participants à l'atelier ont convenu d'élaborer un plan d'action pour le plomb dans la faune sauvage afin d'aider le Zimbabwe à faire face aux dangers posés par le plomb, en mettant l'accent sur la collaboration et une approche multipartite comme clés de la réussite.

L'atelier a également identifié des questions clés - conditions préalables à l'accélération de la suppression du plomb en tant que menace pour les vautours - qui bénéficieront également à d'autres espèces sauvages et à l'homme. Il s'agit notamment de la nécessité d'intensifier la recherche, l'éducation et la sensibilisation, de mettre en place des politiques et une législation solide pour réglementer l'utilisation du plomb, d'identifier des solutions de remplacement réalisables et de fournir un financement durable pour passer des munitions au plomb.

D'autres initiatives mondiales, telles que la convention de Minamata pour lutter contre l'empoisonnement au mercure, l'interdiction des carburants au plomb et les efforts en cours pour interdire les peintures et les batteries au plomb, démontrent que le succès est possible.

"L'élimination progressive des munitions au plomb au Zimbabwe, en Afrique et dans le reste du monde est possible. L'approche doit être fondée sur la science et la collaboration. Elle doit également reconnaître l'urgence et agir rapidement, établir un mécanisme de mise en œuvre efficace, être fortement ancrée dans la politique et la législation, et disposer d'un mécanisme de responsabilité mondial", a conclu Ken Mwathe, coordinateur de la politique, du climat et de la communication pour l'Afrique chez BirdLife International.

“

Saisissons cette occasion de collaborer, d'innover et d'apporter des changements positifs qui profiteront à nos vautours, à la faune et aux écosystèmes. Nous devons développer un plan d'action pour les vautours, soutenu par un plan de financement durable;



Roseline Mandisodza-Chikerema

Écologiste en Chef pour les écosystèmes terrestres à l'Autorité de gestion des parcs et de la faune du Zimbabwe

UN PROJET ROUTIER DANS LES MONTS ABERDARE MENACE UNE BIODIVERSITÉ UNIQUE



Entrée dans la réserve forestière et le parc national d'Aberdare © Caroline Chebet

Par Caroline Chebet

Souvent, l'odeur de la végétation humide se mêle au bourdonnement des insectes pour ponctuer le silence entre le crissement rythmique des pneus sur le gravier lorsque l'on traverse la réserve forestière et le parc national d'Aberdare lors d'un safari régulier par la Matubio West Gate. À plus de 3 000 mètres au-dessus du niveau de la mer (MASL), les scènes pittoresques de cette route étroite sont souvent englouties par le brouillard dense qui plane souvent dans l'air froid de la forêt. Le genre de froid qui transforme l'haleine en bouffées de brume blanche.

Mais aujourd'hui, on craint à nouveau que ces scènes vierges au sein du délicat écosystème d'Aberdare ne soient bientôt oubliées si l'Autorité nationale des routes du Kenya (KeNHA) persiste à vouloir faire passer la route de murrum, accessible uniquement aux visiteurs du parc, à une route nationale ouverte à tous les trafics.

Le 5 janvier dernier, l'Autorité nationale de gestion de l'environnement (NEMA) a donné à la KeNHA le feu vert pour construire la route Ithite-Ndunyu Njeru. Un tronçon de cette route traverse la réserve forestière et le parc national d'Aberdare. Nature Kenya et d'autres acteurs de la conservation s'opposent à cette décision.

Dans toute l'Afrique, le développement d'infrastructures importantes, notamment de chemins de fer, de routes et de ports, a eu des effets négatifs sur les écosystèmes naturels, entraînant notamment une diminution de l'abondance de la faune et de la flore sauvages, une restriction de leur aire de répartition et une intensification des conflits entre l'homme et la faune. « Nature Kenya est perturbée par la décision malavisée de la NEMA de délivrer une licence d'évaluation de l'impact environnemental (EIE) pour le projet routier controversé. La NEMA a approuvé une EIE mal formulée et est allée de l'avant en délivrant une licence pour mettre en œuvre un projet qui est écologiquement nuisible et économiquement non-viable alors qu'il existe une route alternative", déclare le Dr Paul Matiku, directeur exécutif de Nature Kenya.

M. Matiku ajoute que cette décision est irresponsable et constitue une violation de la confiance accordée à l'autorité, et prévient que l'impact de la route proposée, longue de 49 kilomètres, sera préjudiciable à l'écosystème délicat d'Aberdare.



Une des zones humides de la forêt d'Aberdare © John Mwacharo

La zone clé pour la biodiversité (KBA) des monts Aberdare, située sur les hauts plateaux du centre du Kenya, fait partie de l'escarpement oriental de la vallée du Rift. Il s'agit d'un paysage époustouflant où des forêts luxuriantes, des prairies étendues, des fourrés de bambous, des landes montagnardes et des pics brumeux convergent pour créer un sanctuaire sans pareil. Il comprend 76 600 ha de parc national et 108 400 ha de réserve forestière.

L'écosystème fait partie des cinq principaux « châteaux d'eau » du Kenya, formant un bassin versant pour les barrages alimentant la ville de Nairobi, la rivière Athi-Galana-Sabaki qui se jette dans l'océan Indien, la rivière Ewaso Nyiro qui se jette dans le marais de Lorian et la rivière Malewa qui se jette dans le lac Naivasha.

L'écosystème est essentiel pour de nombreuses communautés qui dépendent de l'agriculture pour améliorer leurs moyens de subsistance. En tant que zone de captage d'eau, il est essentiel pour les communautés vivant en aval, à Aberdare et dans d'autres régions.

Outre les opportunités sociales, culturelles et récréatives qu'elle offre, l'Aberdare KBA s'enorgueillit d'un éventail diversifié d'espèces sauvages, dont le Mountain Bongo, une espèce en danger critique d'extinction. Plus de 300 espèces d'oiseaux ont été recensées, dont la cisticole d'Aberdare (*Cisticola Aberdare*), rare et menacée au niveau mondial, l'étourneau d'Abbott (*Arizelopsar femoralis*), l'Euplectes de Jackson (*Euplectes jacksoni*) et le Macronyx de Sharpe (*Macronyx sharpei*).

Des espèces endémiques telles que la musaraigne taupe d'Aberdare et la grenouille d'Aberdare soulignent l'importance de la région sur le plan de l'évolution. Point chaud de la biodiversité, la KBA sert de laboratoire vivant pour les scientifiques, offrant un aperçu des processus écologiques, des interactions entre les espèces et du réseau complexe de la vie qui soutient cet écosystème remarquable.

La route devrait traverser la KBA, y compris ses zones les plus sensibles comme la zone d'activité sauvage, une décision qui, selon M. Matiku, n'a pas pris en compte les caractéristiques écologiques, sociales et économiques du bassin hydrographique et de la KBA.

D'après la licence délivrée par la NEMA, le tronçon de route traversant la réserve forestière et le parc national d'Aberdare aura une incidence sur quelque 255 acres, dont 75 hectares de bambous, 14 hectares de forêt de montagne et 14 hectares de landes. Une étude menée par les universités de Nairobi, d'Oxford et d'Amsterdam afin d'examiner les avantages socio-économiques potentiels de la route proposée en 2020 n'a révélé aucun avantage socio-économique lié à la construction de la route

Le rapport d'étude intitulé « Evaluating the socio-economic potential of road development projects around the Aberdare range » (Évaluation du potentiel socio-économique des projets de développement routier autour de la chaîne d'Aberdare) a révélé qu'il n'existe aucune preuve que la route proposée réduise les temps de trajet vers le marché.



L'étourneau d'Abbott, l'un des oiseaux menacés de la forêt d'Aberdare © Peter Steward

car les véhicules devront gravir des pentes abruptes jusqu'à une altitude de 3 203 mètres à Mutubio Gate pour atteindre les landes et descendre des pentes abruptes à partir d'une altitude de 3 000 mètres à Kiandingoro Gate, de l'autre côté du parc.

« Malgré l'avis des experts et des scientifiques qui estiment que la route à travers les Aberdares n'est pas écologiquement, socialement et économiquement viable, le gouvernement a l'intention de poursuivre le projet. Les services écosystémiques offerts par la forêt d'Aberdare seront compromis pour les générations futures", déclare-t-il.

Le Kenya est signataire de la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui oblige les États parties à protéger toutes les espèces mondialement menacées à l'intérieur de leurs frontières. La construction de la route constitue une menace pour les espèces en danger critique d'extinction et menacées de l'écosystème d'Aberdare, notamment le bongo de montagne, dont on estime qu'il ne reste qu'une centaine d'individus dans quatre endroits isolés du Kenya. Le parc national d'Aberdare abrite actuellement le plus grand groupe, composé de 40 à 50 individus, ce qui, selon les experts, justifie que l'on s'en préoccupe.

« Le projet routier va à l'encontre des obligations du gouvernement national telles que stipulées dans la Constitution du Kenya 2010, la Stratégie nationale pour la faune et la flore 2030 et les Accords environnementaux multilatéraux », affirme le Dr Matiku.

L'augmentation du trafic sur la route modernisée proposée devrait entraîner des collisions fréquentes avec la faune, avoir un impact sur les espèces menacées et endémiques, et augmenter le nombre d'accidents de la route.

La population actuelle d'éléphants d'Aberdare étant estimée à près de 10 % de la population totale d'éléphants du pays, la densité d'éléphants dans les forêts et les parcs traversés par la route proposée est élevée.

Cela signifie que la route proposée aura un impact significatif à long terme sur cette importante population d'éléphants en raison de la destruction et de la perturbation de l'habitat pendant la construction et la circulation de la route, et de l'abattage des éléphants sur la route.

« L'objectif A du cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal prévoit de mettre un terme à l'extinction des espèces menacées connues causée par l'homme et de diviser par dix les taux et les risques d'extinction de toutes les espèces d'ici à 2050. Le cadre vise à stopper les extinctions, à réduire la perte de biodiversité et à protéger 30 % de la planète d'ici à 2030. Il est malheureux et ironique que ce projet routier intenable soit mis en œuvre aujourd'hui", déclare M. Matiku.

« Alors que les efforts mondiaux pour lutter contre la triple crise planétaire, notamment le changement climatique et la perte de biodiversité, s'accroissent, nous appelons le Kenya à rejeter le projet de route traversant les Aberdares. Le Kenya a toujours joué un rôle de premier plan en matière d'environnement, tant au niveau régional qu'international. Nous espérons qu'il maintiendra ce leadership en protégeant cet écosystème critique pour le climat, la biodiversité et pour les générations actuelles et futures", ajoute Ken Mwahe, coordinateur des politiques, du climat et de la communication pour l'Afrique à BirdLife International.

En tant que leader continental dans la lutte contre le changement climatique, avec des priorités alignées sur la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts grâce à des initiatives de boisement et de reboisement, entre autres priorités, le Kenya ne semble pas faire preuve de ces engagements puisque la construction de la route entraînera l'abattage d'un grand nombre d'arbres indigènes, en particulier dans la réserve forestière, ainsi que dans le parc national.

Alors que le gouvernement s'appuie sur l'idée que la route stimulera la croissance économique entre les comtés de Nyeri, Nyandarua et Kirinyaga, des études scientifiques ont montré qu'il n'y a aucune preuve d'avantage socio-économique à construire une route sur les monts Aberdare à travers le parc national d'Aberdare et la réserve forestière.

Les défenseurs de l'environnement soutiennent que la route proposée ne rapprochera pas les gens des routes principales puisqu'elle traversera une réserve forestière et un parc inhabité. La route proposée ne réduira pas non plus le temps de déplacement vers les marchés.



Les chutes d'eau de Queen's Cave dans la forêt d'Aberdare © John Mwacharo

« D'après ce qui précède, il est clair que le raisonnement présenté pour le projet de route Ithite - forêt d'Aberdare - parc national d'Aberdare - Ndunyu Njeru est fondamentalement erroné. La proposition ignore le poids considérable des preuves, des avis d'experts, des engagements internationaux, des politiques nationales et des lois concernant une ressource des plus critiques. La prudence exige que la proposition soit définitivement mise de côté », déclare Christian Lambrechts, directeur exécutif de l'Arche du rhinocéros.

La collaboration est essentielle pour sauvegarder ce site vital. Les organisations de conservation, les communautés locales et les autres parties prenantes doivent travailler ensemble pour protéger la biodiversité de la région.

L'Alliance pour la conservation du Kenya, composée de 73 organisations membres, dont Nature Kenya, a déposé un recours auprès du Tribunal national de l'environnement. Elle cherche à faire cesser la construction d'un tronçon routier controversé qui nuirait à la zone clé pour la biodiversité (Key Biodiversity Area - KBA). L'Alliance a proposé un itinéraire alternatif pour la route qui aurait un impact minimal sur la biodiversité et serait tout aussi efficace pour les déplacements.

Le 15 avril 2024, le tribunal de l'environnement et des terres de Nyeri a émis une ordonnance conservatoire suspendant la construction de la route, dans l'attente d'une audience le 29 avril 2024. Nature Kenya et ses partenaires continueront à surveiller la situation, tout en luttant pour la protection de l'Aberdare.



Le Kenya est signataire de la Convention sur la diversité biologique (CDB), qui oblige les États parties à protéger toutes les espèces mondialement menacées à l'intérieur de leurs frontières. La construction de la route constitue une menace pour les espèces en danger critique d'extinction et les espèces menacées de l'écosystème d'Aberdare.



Dr Paul Matiku
Directeur général, Nature Kenya

LA CONSTRUCTION DE LA PREMIÈRE INSTALLATION D'AQUACULTURE CORALLIENNE RÉGÉNÉRATIVE D'AFRIQUE COMMENCE SUR L'ÎLE DE PRASLIN AUX SEYCHELLES



L'ARC va donner un coup de fouet au processus de restauration des coraux © Hugo Brett

Par Liz Mwambui

La construction de la première installation d'aquaculture corallienne régénérative sur terre en Afrique, conçue pour atténuer les effets néfastes du changement climatique sur les récifs coralliens, a commencé sur l'île de Praslin, la deuxième plus grande île des Seychelles.

Ce projet ambitieux, mené par l'organisation environnementale à but non lucratif Nature Seychelles, devrait révolutionner la conservation et la restauration des récifs coralliens.

La construction de l'installation, connue sous le nom de Récupération assistée des coraux (ARC), a commencé en novembre 2023 après que tous les permis nécessaires et les exigences rigoureuses, y compris l'engagement communautaire, l'évaluation de l'impact environnemental (EIE), l'approbation de la planification, la coupe de la route pour les tuyaux, la licence d'aquaculture et l'examen social et environnemental des donateurs, ont été garantis.

L'installation, qui bénéficie du soutien financier du Fonds d'adaptation par l'intermédiaire du PNUD et du gouvernement des Seychelles, de l'entreprise mondiale de transport maritime

et de logistique CMA CGM et du Seychelles Conservation and Climate Adaptation Trust (SeyCCAT), devrait être achevée en juin 2024.

Situé dans le complexe CORAL de Nature Seychelles à Amitié, Praslin, l'ARC servira de banque de coraux pour préserver la diversité génétique des coraux aux Seychelles.

Plus important encore, il permettra d'accélérer le processus de restauration en produisant des milliers de coraux grâce à une technique révolutionnaire connue sous le nom de micro-fragmentation, afin de compléter les pépinières océaniques déjà utilisées. La micro-fragmentation divise les coraux en minuscules morceaux, qui sont cultivés dans des conditions optimales leur permettant de croître plus rapidement que la normale et d'augmenter de façon exponentielle le nombre de coraux produits.



La construction de la première installation d'aquaculture corallienne régénératrice sur terre en Afrique a commencé © Hugo Brett

Ceci est particulièrement important pour les coraux à croissance lente qui ne sont souvent pas utilisés dans les activités de restauration des récifs. Il permet également de réduire la collecte de coraux dans la nature.

Nature Seychelles a engagé le Dr David Vaughan, expert renommé en restauration de coraux et découvreur de la micro-fragmentation, pour réaliser la conception technique de l'installation. L'installation comprend des zones de micro-fragmentation des coraux et d'éducation du public. Des équipements spécialisés ont été achetés et livrés sur le site à cette fin.

L'installation sera alimentée par des énergies renouvelables, grâce à des panneaux solaires installés sur le toit. L'équipe du projet travaille activement avec la Public Utilities Company pour déterminer la taille du réseau photovoltaïque (PV) qui peut être installé sur le toit.

Au fur et à mesure que la construction progresse, les Praslinois sont impatients de voir le résultat final du bâtiment qui prend forme sous leurs yeux.

« La construction de cette installation est capitale pour les Seychelles et l'Afrique dans son ensemble. Elle servira non seulement de modèle pour l'aquaculture corallienne, mais fournira également des informations précieuses sur les approches novatrices de lutte contre les effets du changement climatique dans la région. Nous avons mis en place un plan de durabilité pour produire à grande échelle afin de fournir des coraux à d'autres projets de restauration des récifs coralliens », a déclaré le Dr Nirmal Shah, directeur général de Nature Seychelles.

Restez attentifs pour des mises à jour sur la première installation d'aquaculture de coraux en Afrique.

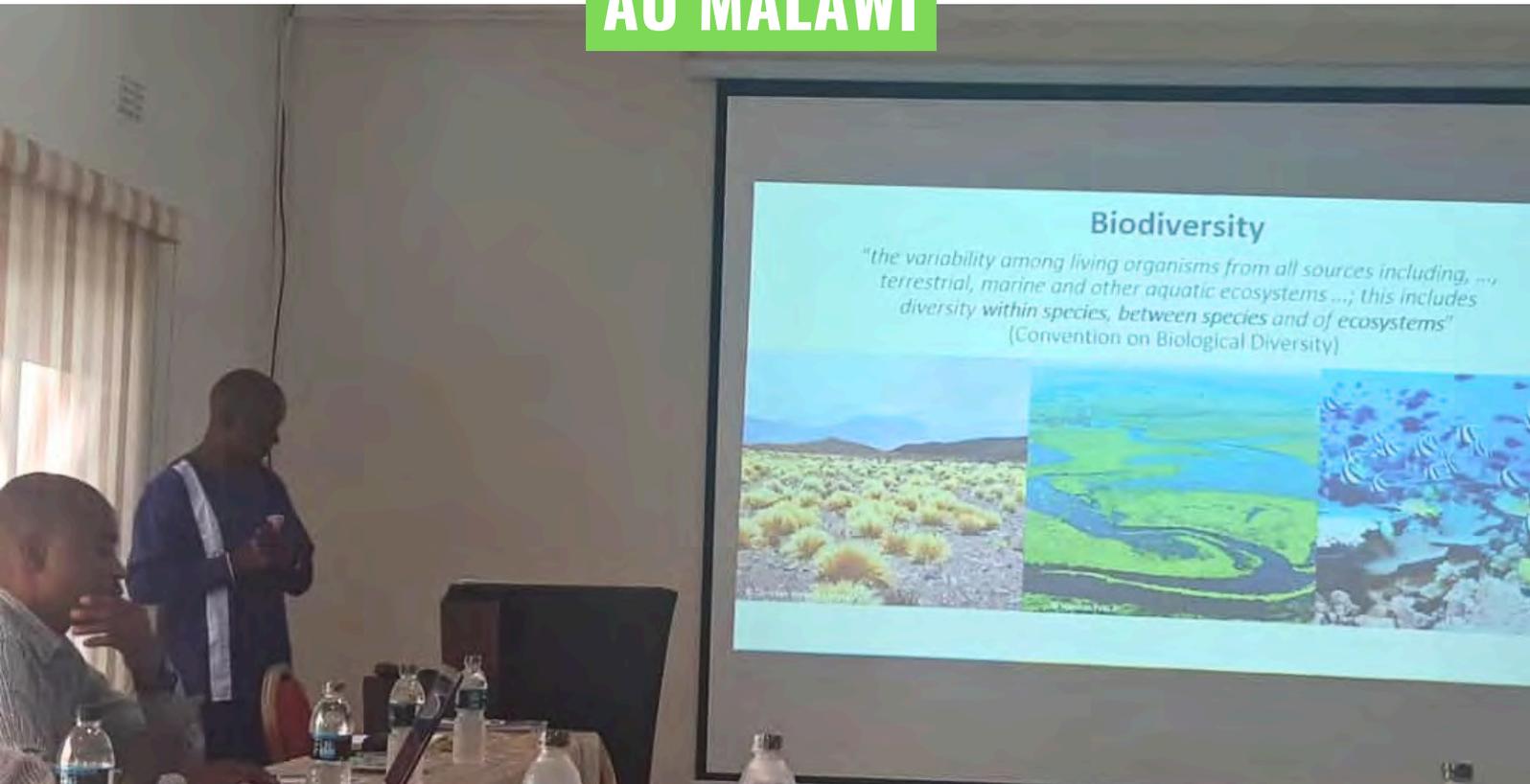


La construction de cette installation est capitale pour les Seychelles et l'Afrique dans son ensemble. Elle servira non seulement de modèle pour l'aquaculture du corail, mais fournira également des informations précieuses sur les approches novatrices de lutte contre les effets du changement climatique dans la région. Nous avons mis en place un plan de durabilité pour produire à grande échelle afin de fournir des coraux à d'autres projets de restauration des récifs coralliens.



Dr Nirmal Shah
Directeur général, Nature Seychelles

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE CONSERVATION AU MALAWI



Formation KBA au Malawi © Fred Barasa

Par Fred Barasa

Alors que les gouvernements négocient le cadre mondial pour la biodiversité post-2020 afin de faire face aux crises de la biodiversité et du changement climatique, la protection et la conservation efficaces d'au moins 30 % des terres et des mers de la planète d'ici à 2030, en particulier les zones importantes pour la biodiversité, c'est-à-dire les zones clés pour la biodiversité (KBA), bénéficient d'un soutien fort et croissant.

Les zones clés pour la biodiversité sont définies comme des sites qui contribuent de manière significative à la persistance de la biodiversité à l'échelle mondiale. Nombre d'entre elles sont irremplaçables et toutes sont essentielles au maintien de la vie sur notre planète. Les KBA sont également particulièrement importants pour les peuples autochtones et les communautés locales (IPLC), 36 % de l'étendue des KBA existants se trouvant sur les terres des IPLC.

Les KBA sont identifiées au niveau national, par le biais de processus très inclusifs, consultatifs, multipartites et ascendants. Plus de 16 000 KBA ont été identifiées à ce jour, dans tous les pays et écosystèmes, y compris par le biais du programme des zones importantes pour les oiseaux et la biodiversité (IBA) de BirdLife. En Afrique, plus de 1 350 zones importantes pour la biodiversité ont été identifiées à ce jour, dont 38 au Malawi. Cependant, il existe des lacunes importantes dans la couverture géographique, taxonomique et écosystémique, et de nombreux sites disposent désormais d'informations obsolètes.

Les zones clés pour la biodiversité (KBA) en Afrique sont confrontées à une multitude de menaces, dont beaucoup sont intensifiées par les activités humaines et le changement climatique. Parmi les menaces les plus courantes, citons la perte et la dégradation des habitats, le changement climatique, les espèces envahissantes, la surexploitation, le commerce illégal d'espèces sauvages, la pollution, la fragmentation et le développement d'infrastructures nuisibles, pour n'en citer que quelques-unes.

Pour faire face efficacement à la crise mondiale de la biodiversité et assurer la survie du patrimoine naturel unique et irremplaçable de notre planète, il est prudent d'identifier, de cartographier et de surveiller ces zones clés pour l'environnement.

Par conséquent, il est désormais urgent de soutenir la mise en œuvre de ces efforts et d'en garantir l'efficacité. Pour ce faire, il est nécessaire d'étendre les réseaux d'aires protégées et conservées au bon endroit afin de conserver efficacement la biodiversité, car celle-ci n'est pas répartie uniformément sur le globe.

En outre, s'assurer que les décideurs du gouvernement, du secteur privé et de la société civile savent où se trouvent les sites clés et ont facilement accès aux informations sur les sites est essentiel à la planification efficace des investissements dans la conservation, l'infrastructure et le développement économique durable.

En mars 2024, une formation KBA a été organisée au Malawi en collaboration avec la Société pour la faune et l'environnement du Malawi (WESM). La formation, qui a rassemblé 18 participants de différents secteurs, faisait partie du projet qui met en œuvre les activités de l'approche communautaire de la gestion des ressources en oiseaux d'eau, financée par Dawin, au lagon de Chia, le plus grand lagon du Malawi.

Le projet vise à inverser le déclin des oiseaux vulnérables, à établir des sanctuaires pour les oiseaux, à restaurer les habitats et à fournir des données sur la biodiversité pour le suivi et l'évaluation des sites, tout en améliorant les moyens de subsistance dans la lagune, qui fait vivre plus de 7 800 ménages. En outre, la lagune de Chia devrait être évaluée en fonction des critères des zones clés pour la biodiversité (oiseaux, poissons et au moins un autre taxon) et en concertation avec le groupe national de coordination des zones clés pour la biodiversité.

La lagune de Chia est une zone clé pour la biodiversité essentielle au Malawi, qui abrite une biodiversité importante tout en soutenant les moyens de subsistance de milliers de personnes. La collaboration entre les différentes parties prenantes, y compris les autorités locales et les membres de la communauté, sera essentielle pour restaurer la lagune, déclare Blessings Chingagwe, directeur du programme WESM.

Dans le cadre des travaux de l'atelier, les participants ont entrepris un exercice de formation et de renforcement des capacités sur l'identification, la proposition et l'examen des KBA au groupe de coordination national. Les groupes de coordination nationaux (NCG) ont été prescrits comme mécanismes institutionnels dans chaque pays pour superviser le processus d'identification et de suivi des KBA.

Leurs structures impliquent généralement un mélange d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, de communautés locales et d'universitaires. Ce mécanisme de création d'un groupe national de coordination encourage la coopération nationale pour superviser la conservation de la biodiversité et rassemble différents secteurs de la société, ce qui favorise une gouvernance inclusive, l'échange d'expériences et le coapprentissage.

En outre, l'atelier a cherché à sensibiliser les participants aux 38 KBA du Malawi et à la création de groupes de travail taxonomiques au sein du NCC. Les différents taxons représentés lors de l'atelier étaient les oiseaux, les plantes, les insectes, la génétique végétale, l'herpétofaune, les orchidées, les plantes aquatiques, ainsi que des représentants des parcs nationaux et du point focal de la CDB pour le Malawi.

À la suite de l'atelier, j'ai une meilleure compréhension des KBA dans le pays et de la nécessité de les protéger. Je me réjouis de faire partie du groupe national de coordination du Malawi et de travailler avec d'autres parties prenantes pour garantir la protection de ces zones riches en biodiversité, a déclaré le Dr Emmanuel Vellemu, expert en biodiversité d'eau douce à l'université des sciences et technologies du Malawi (MUST).

À l'issue de la formation, l'équipe devrait procéder à la cartographie des nouvelles zones clés pour la biodiversité, à la réévaluation des zones clés pour la biodiversité existantes et à leur surveillance au Malawi, ce qui permettra de mettre à jour les informations contenues dans la base de données mondiale des zones clés pour la biodiversité. Des informations plus précises sont attendues dans la base de données, ce qui est crucial pour les engagements politiques à partir de la quatrième année. En outre, un plan de travail pour atteindre ces objectifs a été élaboré lors de l'atelier.

«L'équipe du WESM est reconnaissante pour cette formation qui a non seulement rassemblé divers experts, mais aussi rajeuni le NCG. Nous sommes impatients de poursuivre notre collaboration afin de garantir la préservation de la biodiversité du Malawi», conclut M. Chingagwe.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DES ZONES HUMIDES EN MAURITANIE



Photo de groupe © Nature Mauritanie

Par Nouma Watt

Chaque année, le monde entier célèbre la Journée mondiale des zones humides pour commémorer l'adoption de la Convention sur les zones humides, le 2 février 1971, dans la ville iranienne de Ramsar. Cette journée permet de sensibiliser au rôle vital des zones humides pour l'humanité et la planète. La Mauritanie abrite diverses zones humides, notamment des zones humides côtières et continentales, dont le parc national du Banc d'Arguin, d'une superficie de 12 000 kilomètres carrés. Le Banc d'Arguin possède la plus grande concentration d'oiseaux d'Afrique de l'Ouest, accueillant plus de deux millions d'oiseaux migrateurs ou résidents. En outre, les zones humides de Mauritanie sont d'une grande importance économique et socioculturelle pour les populations locales, soutenant la pêche, l'agriculture, l'élevage et le tourisme, fournissant des moyens de subsistance aux communautés locales et contribuant à l'économie nationale.

En 2024, Nature Mauritanie a marqué la JMZ 2024, en la combinant avec le programme Spring Alive ; qui est un projet organisé par BirdLife International, et rendu possible grâce au soutien généreux de Heidelberg Cement, le projet vise à inspirer et à éduquer les enfants à travers l'Afrique et l'Eurasie sur les merveilles de la nature et de la migration des oiseaux à travers des ateliers, des activités scolaires et des événements familiaux, cette initiative vise à créer la prochaine génération de conservationnistes. Spring Alive cherche à encourager l'ensemble de la communauté à s'impliquer davantage dans la conservation de la nature en établissant un cadre pour l'échange d'expériences en matière d'éducation à l'environnement.

Les célébrations, qui ont rassemblé plus de 40 participants de Heidelberg Cement, du PRCM et de l'école Noura de Nouakchott, ont donné lieu à diverses activités, notamment l'observation des oiseaux sur la plage de Nouakchott, des jeux sur la migration des oiseaux et le nettoyage de la plage, entre autres. Les participants ont pu identifier diverses espèces d'oiseaux, notamment les mouettes grises (*Larus modestus*), les mouettes rieuses (*Larus maculipennis*) et les sternes caspiennes (*Hydroprogne caspia*) et royales (*Thalasseus maximus*).

Pour mieux illustrer la migration des oiseaux, un jeu a été conçu et joué par les écoliers sur le site Birdwatching. Grâce à ce jeu, les écoliers et les autres participants ont pu se faire une idée précise des différentes pressions et menaces qui pèsent sur les oiseaux pendant leur migration.

De même que les différentes menaces qui pèsent sur nos zones humides et, par conséquent, la nécessité de travailler ensemble le long de la voie de migration pour mieux gérer les sites clés.

« Les jeux d'oiseaux sont des leçons déguisées sur la migration, où chaque battement d'aile est un pas vers l'inconnu. Ils nous rappellent l'importance de suivre notre instinct, d'explorer de nouveaux horizons et de trouver notre propre chemin vers des terres inconnues", a déclaré Amady Ndiaye, responsable du programme IBA, Nature Mauritanie

Les participants ont également pris part à un jeu d'écoute où ils se sont connectés à la nature et ont exprimé leurs sentiments et ce qu'ils ont entendu sur l'environnement qui les entoure.

Comme beaucoup de plages dans le monde, les plages mauritaniennes risquent de devenir de véritables décharges, menaçant la biodiversité de l'environnement marin et côtier. C'est pourquoi les participants ont pris part à des exercices de nettoyage des plages tout au long de la journée.

« Nettoyer une plage, c'est effacer les traces de la négligence humaine et donner une image de pureté et de respect de notre environnement. Chaque déchet ramassé est une promesse de préserver la beauté naturelle de nos côtes, et chaque geste compte pour préserver l'océan qui nous relie tous", a conclu Zeina Diouwara, élève à l'école Noura.



PROMOUVOIR UN AVENIR BLEU ET VERT DURABLE À SAO TOME ET PRINCIPE



Formation sur les finances durables avec les institutions locales © BirdLife

Par Marquinha Martins & Vânia Trovoada

Malgré la petite taille de Sao Tomé et Príncipe (1001 Km²), l'archipel est un véritable joyau de biodiversité qui comprend un nombre exceptionnellement élevé d'espèces endémiques, dont huit mammifères, huit amphibiens, 17 reptiles et 28 espèces d'oiseaux que l'on ne trouve nulle part ailleurs sur terre, comme le magnifique coucou émeraude africain (*Chrysococcyx cupreus*) et le célèbre étourneau splendide (*Lamprotornus splendidus*).

En outre, le climat tropical et le relief montagneux des îles, ainsi que leur situation géographique et leur isolement par rapport au continent africain, ont apporté une richesse remarquable en termes de biodiversité, rendant le pays digne d'être reconnu comme un point chaud de la biodiversité dans le golfe de Guinée.

Cependant, les écosystèmes terrestres et marins du pays sont aujourd'hui menacés par l'activité humaine et les événements naturels, tels que l'extraction illégale d'agrégats ou l'augmentation des inondations due à des pluies extrêmes. La situation est aggravée par le manque de ressources techniques et financières nécessaires à la gestion des zones protégées du pays, notamment les parcs naturels d'Obô, les 21 réserves spéciales créées en 2023, ainsi que l'île de Príncipe, classée réserve de biosphère par l'UNESCO depuis plus de 10 ans.

Le fonds EcoTela

Pour faire face à ces problèmes, Sao Tomé-et-Príncipe se tourne maintenant vers des mécanismes de financement durable pour la biodiversité, en créant et en rendant opérationnel un fonds fiduciaire pour la conservation, appelé STP EcoTela Fund.

EcoTela (qui signifie approximativement « Eco Land » dans le dialecte local) financé par l'Union européenne (UE) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a commencé à être mis en œuvre en 2023 avec le leadership du gouvernement et l'appui technique de BirdLife International sur ce processus, qui comprend le soutien à la conception et aux procédures d'opérationnalisation du Fonds et le plaidoyer pour une plus grande appropriation nationale en soutenant la création des comités interministériels qui jouent un rôle de supervision dans la mise en place du Fonds.

« Il est prévu que le Fonds EcoTela soit un véhicule stratégique pour mobiliser et centraliser les ressources financières à long terme et les canaliser vers des actions basées sur la conservation ainsi que sur la gestion durable des forêts, des paysages et du climat », déclare Agostinho Fernandes, chef du bureau de BirdLife à STP.

En outre, le Fonds promouvra le développement social par le biais d'une économie bleue et verte intégrée, en utilisant les principaux schémas de capitalisation suivants : un schéma de dotation qui peut inclure des ressources provenant de la conversion de la dette et des subventions des principaux donateurs ; un schéma d'amortissement, qui peut recevoir des subventions de fondations bilatérales, multilatérales ou privées ; et un schéma renouvelable, qui peut recevoir des revenus provenant de taxes, du financement du carbone et du paiement pour les services écosystémiques.

Il est prévu que le fonds soit pleinement opérationnel d'ici 2026 et qu'il cible des dépenses d'au moins 1,5 million d'euros par an, nécessaires pour gérer efficacement les zones protégées du pays.

Le fonds couvrira les coûts de gestion du réseau de zones protégées, y compris la gestion durable des 21 réserves spéciales récemment créées (l'une des nombreuses réussites de BirdLife dans le pays), financera les initiatives de conservation locales et les projets des ONG locales, et encouragera l'économie bleue et verte en soutenant le secteur privé qui met en évidence les impacts positifs sur la nature.

« Lorsqu'il sera pleinement opérationnel, le fonds STP EcoTela pourra couvrir la plupart des besoins de financement des zones protégées et de la biodiversité à São Tomé-et-Príncipe. La prise en compte des enseignements tirés d'autres fonds fiduciaires pour la conservation, tels que le BIOFUND au Mozambique et le FAPBM à Madagascar (entre autres), sera essentielle pour mettre au point un mécanisme de financement national qui contribuera à la mise en place d'une économie verte et bleue durable», déclare Ludwing Liagre, directeur général de Rio Tinto.

Atteindre la pleine capacité d'EcoTela

Pour atteindre des objectifs aussi ambitieux, la structure du fonds est conçue pour avoir une indépendance administrative et de gouvernance visant à capitaliser non seulement les financements externes, mais aussi les revenus nationaux publics et privés.

Le travail sur la mise en œuvre du fonds s'est poursuivi avec la formation du comité interministériel en 2023, qui fournira un soutien technique et supervisera la mise en œuvre des instruments de finance durable. Cette étape sera suivie d'une analyse juridique de la structure de gouvernance et de l'élaboration d'un plan décennal de renforcement des capacités, ainsi que du développement de l'identité visuelle nationale du Fonds, qui devraient tous être finalisés d'ici 2026 pour une pleine opérationnalisation.

« Les finances durables sont une condition préalable à la réalisation des "Objectifs de développement durable (ODD)" et nous obligent à financer la transition vers une voie socio-économique durable, dans un pays dépendant de l'aide étrangère où ses ressources publiques ne suffisent pas à combler le déficit de financement existant », note Genesio da Mata, ministre STP de la Planification et des Finances.

Que se passera-t-il ensuite ?

La première année a été marquée par la promotion du dialogue et de la consultation entre les parties prenantes locales, leur adhésion et la création d'un comité multisectoriel en vertu du décret n° 43/2023. Comme nous sommes maintenant dans la deuxième année de la mise en œuvre du fonds, il y a plusieurs étapes juridiques à développer pour son opérationnalisation, y compris la validation de la note conceptuelle par le comité interministériel en avril 2024, l'enregistrement de la fondation nationale et du fonds de dotation et le développement d'un plan de marketing et de communication.

Parallèlement à une session de formation destinée aux institutions publiques, à la société civile et aux représentants du secteur privé, des efforts de collecte de fonds sont déjà en cours pour présenter le processus de mise en œuvre du fonds à d'éventuels donateurs.

Bien qu'il s'agisse d'un outil innovant qui en est encore à ses débuts, le fonds EcoTela suscite déjà beaucoup d'intérêt. Le gouvernement santoméen a manifesté son intention d'utiliser les échanges dette-nature pour négocier avec les partenaires bilatéraux, qui pourraient à leur tour réorienter les valeurs potentielles du Fonds EcoTela vers le développement de l'économie bleue et verte de STP.

La conférence a donné lieu à un large éventail de présentations et de discussions, chacune mettant en lumière différents aspects de l'innovation numérique dans le domaine de la conservation. L'un des principaux objectifs était de présenter les dernières applications des technologies numériques, y compris les technologies spatiales, l'analyse des données et les initiatives de science citoyenne, dans la gestion de la faune et la conservation de la biodiversité. Les présentateurs ont souligné le rôle des dispositifs de suivi numérique, tels que les technologies SMART, dans la surveillance et la lutte contre le commerce et le trafic illégaux d'espèces sauvages. Ils ont également souligné l'importance du renforcement des capacités et de la collaboration dans la mise en œuvre efficace de ces solutions.

Chris Baryomunsi, ministre des TIC et de l'orientation nationale, a souligné le rôle indispensable de la technologie dans l'amélioration de l'efficacité de la conservation de la faune et de la flore sauvages et de la gestion des ressources naturelles. Il a réitéré l'engagement du gouvernement à promouvoir l'accès à la technologie dans tous les segments de la société, en reconnaissant son rôle essentiel dans l'avancement des efforts de conservation. Nous devons faire tout notre possible pour intégrer la technologie et la placer au cœur de la gestion de la conservation de la faune et de la flore sauvages et des autres ressources naturelles", a-t-il déclaré.

La conférence a exploré le rôle vital de la science citoyenne facilitée par les applications mobiles dans la production de données sur la faune au niveau local, soulignant l'importance de l'implication de la base avec une présentation clé sur la surveillance locale par Jimmy Muheebwa, directeur de la conservation et des partenariats de Nature Uganda.

Depuis plus de 20 ans, NatureUganda (NU) met en œuvre des projets de conservation basés sur des espèces, des sites et des habitats prioritaires avec les populations, car elle reconnaît leur rôle de gardien et leur savoir autochtone. En outre, NU met en œuvre des programmes de recherche, de conservation et de sensibilisation sur ces priorités, par le biais de projets de conservation, d'éducation à l'environnement en collaboration avec les agences gouvernementales, les autorités locales et les communautés locales, et de programmes d'adhésion tels que des conférences publiques, des conférences sur la conservation, des excursions et des promenades dans la nature, qui sont des outils essentiels de sensibilisation du public et de sensibilisation.

Il est nécessaire de collaborer et d'inclure toutes les parties prenantes par le biais d'engagements multipartites. Cela nous aidera à atteindre nos objectifs communs en matière de conservation", déclare Achilles Byaruhanga, directeur exécutif de Nature Uganda.

"De même, M. Sam Mwandha, directeur exécutif de l'Uganda Wildlife Authority (UWA), a présenté le plan stratégique de l'UWA visant à exploiter la technologie pour la surveillance en temps réel et la gestion des données afin de protéger les espèces menacées et leurs habitats.

Tout au long de la conférence, les participants se sont livrés à des discussions animées sur l'exploitation de la technologie pour relever les défis urgents en matière de conservation, qui vont de la perte d'habitat au braconnage des espèces sauvages. Tout en reconnaissant les immenses possibilités offertes par la technologie, ils ont également souligné la nécessité d'efforts concertés pour surmonter les obstacles tels que les coûts élevés, les capacités humaines limitées et la nécessité d'une innovation continue.

En outre, la conférence a permis de sensibiliser aux dernières applications des technologies numériques dans la conservation et le commerce des espèces sauvages et à l'impact des interventions numériques sur les écosystèmes et les communautés du monde entier, tout en mettant en lumière les goulets d'étranglement qui entravent la coexistence entre l'homme et la faune dans un monde de plus en plus connecté. Michael Kibuule, directeur de programme, NatureUganda, a souligné l'importance du partage des données et des plateformes de collaboration, en mettant l'accent sur les meilleures pratiques dans les réseaux de conservation pour encourager les efforts collectifs en faveur de la conservation de la faune et de la flore sauvages.

La conférence nationale sur la conservation de la faune a servi de point de ralliement pour les parties prenantes qui se sont unies autour de l'objectif commun d'exploiter les innovations numériques pour la conservation de la faune. En encourageant la collaboration, le partage des connaissances et la promotion d'approches inclusives, la conférence a jeté les bases d'un avenir plus technologique et plus durable pour les espèces sauvages et les écosystèmes.

« Alors que les défenseurs de l'environnement naviguent dans l'ère numérique de la gestion et de la conservation de la faune et de la flore, il reste encore beaucoup à faire pour sensibiliser les communautés et aligner leurs actions sur les objectifs de conservation. Le gouvernement, le secteur privé et les membres du public doivent reconnaître collectivement l'importance de relever les défis de la conservation de la faune et de la flore sauvages et de concevoir des stratégies efficaces pour améliorer la situation actuelle. Ce n'est qu'au prix d'efforts concertés que nous pourrions conserver efficacement les ressources naturelles restantes de notre pays et favoriser une coexistence harmonieuse entre l'homme et la faune", conclut M. Byaruhanga.

SUR LE TERRAIN AVEC L'ÉQUIPE DE CRÉCERELLES DE L'ÎLE MAURICE DE LA MWF



Josua Hollandais réparant un nichoir cassé © Thierry Runghen

Par Thierry Runghen

La crécerelle de l'île Maurice (*Falco punctatus*) est unique à l'île Maurice et est l'un des neuf oiseaux endémiques survivants sur l'île. Après la colonisation de l'île Maurice par l'homme, l'oiseau a connu un déclin spectaculaire en raison de la destruction de son habitat, de l'introduction d'espèces concurrentes et prédatrices envahissantes, ainsi que de l'utilisation de pesticides. En 1974, il ne restait plus que quatre individus connus dans le pays, dont une femelle reproductrice, ce qui en faisait l'un des oiseaux les plus rares au monde. Des mesures d'urgence ont été prises pour sauver l'espèce. Des actions intensives de gestion de la conservation ont été lancées à la fin des années 1970 par la Mauritian Wildlife Foundation (MWF) avec l'aide de ses partenaires tels que le gouvernement mauricien et le Peregrine Fund (États-Unis).

Lorsque la saison de reproduction du faucon crécerellette de l'île Maurice se termine en février, l'équipe de la MWF Mauritius Kestrel commence à nettoyer et à entretenir son réseau de nichoirs, qui comprend quelque 138 nichoirs installés dans le parc national des gorges de la rivière Noire, sur la côte ouest du pays, et dans les régions environnantes, principalement Brise Fer, Rivière Noire, Case Noyale, Chamarel et Bel Ombre, ainsi que dans la sous-population de la côte est, dans la chaîne de montagnes du Bambou.

Le faucon crécerellette de l'île Maurice est un nicheur dans les cavités secondaires, c'est-à-dire qu'il utilise les cavités naturelles des falaises et des arbres pour se reproduire. Ces cavités naturelles sont limitées à Maurice, car les espèces exotiques envahissantes entrent en compétition pour les cavités et excluent le faucon crécerellette.

De plus, les arbres endémiques matures formant des cavités sont rares (et en déclin) en raison de la perte et de la dégradation de l'habitat.

L'avantage des nichoirs est qu'ils offrent à la crécerelle de l'île Maurice un endroit où se reproduire lorsque les cavités naturelles sont limitées. Ils sont également résistants aux intempéries, ce qui signifie que l'espèce dispose d'un endroit sûr pour se reproduire, alors que les cavités naturelles peuvent être sujettes aux inondations ou trop exposées aux intempéries.

En outre, les nichoirs réduisent l'impact de la prédation par les singes, car ils sont longs, ce qui signifie qu'il est difficile pour les singes d'atteindre les œufs ou les oisillons et de les retirer. Les nichoirs présentent également l'avantage d'être facilement accessibles pour nos équipes de terrain, ce qui facilite le suivi et la gestion de l'espèce.

Le nettoyage et l'entretien des nichoirs sont essentiels pour s'assurer que les sites de nidification sont dans un état approprié pour accueillir une tentative de reproduction lorsque la saison de reproduction recommence en août. Les nichoirs doivent être aussi propres et hygiéniques que possible, être solidement fixés à l'arbre et offrir un abri contre les intempéries.

Le rétablissement de la population de crécerelles de l'île Maurice, qui est passée d'une poignée d'individus à quelques centaines, n'aurait pas été possible sans l'utilisation de nichoirs. Les sites de reproduction de bonne qualité sont trop limités à l'île Maurice, et sans nichoirs, la productivité de la reproduction serait toujours restée trop faible dans la nature. Les nichoirs ont également été bénéfiques pour nos équipes sur le terrain, car ils facilitent le suivi et la gestion de l'espèce", explique Sion Henshaw, responsable de la faune au MWF.

Les nichoirs fournis par l'équipe sont spécifiquement conçus pour exclure certains prédateurs. Par exemple, la longueur du nichoir empêche les singes (*Macaca fascicularis*) d'y pénétrer pour prédater les œufs ou les oisillons.

Ces travaux d'entretien sont essentiels car ils jettent les bases du succès de la prochaine saison de reproduction. Nous avons suivi Josua Hollandais, coordinateur adjoint du projet Mauritius Kestrel, et Jauffrey Maurer, biologiste de conservation du projet Mauritius Kestrel, lors de l'un de ces voyages.

Tôt le matin, Josua et Jauffrey sont déjà sur le terrain, roulant lentement mais sûrement sur des chemins de terre difficiles dans les zones de chasse au cerf de Bon Courage (sud-ouest de l'île Maurice) en direction des quelques nichoirs à crécerelle mauricienne de la région. Alors qu'ils arrivent près du premier site, ils remarquent que le nichoir est tombé de l'arbre. « C'est peut-être dû aux vents violents que le pays a connus pendant cette saison cyclonique », explique Josua. Sans attendre, les deux employés sortent du matériel de la camionnette et commencent à remettre le nichoir en place, dans un espace situé entre le tronc de l'arbre et l'une de ses branches principales.

Josua commence à grimper dans l'arbre. Il cloue ensuite quelques morceaux de bois au nichoir, pour le renforcer et s'assurer qu'il est prêt à affronter des vents violents. Jauffrey aide son partenaire de terrain en lui remettant le matériel nécessaire. Une perceuse à batterie est également utilisée pour fixer le nichoir à son emplacement. Dès qu'il est bien fixé, Josua nettoie l'intérieur du nichoir et y ajoute du sable corallien frais (matériau de nidification qui imite le substrat que l'on trouve dans les cavités des falaises où le faucon crécerellette de l'île Maurice se reproduit naturellement).

Une fois l'entretien du premier nichoir terminé, l'équipe passe au suivant. Une observation rapide permet à l'équipe de soupçonner la présence d'autres espèces à l'intérieur du nichoir. Josua jette un coup d'œil prudent et remarque des abeilles qui entrent et sortent du nichoir, une observation courante pour l'équipe.

« Ce n'est pas inhabituel, les abeilles utilisent souvent les nichoirs. Nous devons revenir une autre fois équipés de combinaisons apicoles et d'un enfumoir pour enfumer le nichoir afin d'éliminer les abeilles. Nous enlèverons également les rayons de miel. Ensuite, nous effectuerons une visite de suivi pour confirmer que les abeilles ne sont pas revenues. Si elles reviennent, nous devons alors répéter le processus jusqu'à ce que l'élimination complète des abeilles soit réussie", explique M. Jauffrey.

Le dernier nichoir visité ce jour-là, sur le chemin de Case Noyale, est bouleversant. Un œuf vide et non éclos repose dans le nichoir, représentant une tentative de reproduction ratée du couple de crécerellettes de l'île Maurice qui avait été observé dans la région.



Le personnel du MWF grimpe pour accéder aux nichoirs placés sur les arbres © Thierry Rughen

Cela nous rappelle que la survie des espèces endémiques dépend de nombreux facteurs, parfois indépendants les uns des autres. L'œuf non éclos est noté pour être rapporté et le nichoir est nettoyé et rempli de sable corallien en prévision de la prochaine tentative de reproduction plus tard dans l'année.

Les 138 nichoirs placés à travers l'île Maurice auront été nettoyés et réparés afin que les cavités naturelles soient visitées et que notre oiseau national dispose de sites appropriés pour continuer à se reproduire et pour que l'espèce continue à prospérer.

Après avoir connu un goulot d'étranglement important, et pour contrer l'impact de la dépression de consanguinité, le MWF envisage de mettre en place une gestion génétique de la crécerelle de l'île Maurice. « La recherche génomique a commencé pour la crécerelle de l'île Maurice, ce qui permettra d'éclairer la gestion génétique de l'espèce. La gestion génétique consistera probablement à localiser les individus qui ont des traits génétiques bénéfiques et à les élever délibérément en captivité, puis à relâcher leur progéniture dans la nature", conclut Sion.



RESTAURATION DE L'EMBLÉMATIQUE LAGUNE DE CHIA AU MALAWI



Une partie de la lagune de Chia photographiée lors de l'exercice de cartographie des sanctuaires d'oiseaux © Temwanani Kalulu

Par Temwanani Kalulu

Rencontrez Ali Maulidi, le président de 30 ans du club de chasse aux oiseaux de Chimpini, dans le village de Chimpini, dans le district de Nkhotakota, au sud du Malawi. Depuis 2017, Ali chasse des oiseaux pour l'alimentation et la vente autour de la lagune de Chia. Situé à environ 24 kilomètres au sud de la ville de Nkhotakota, dans le centre du Malawi, Chia Lagoon est le plus grand lagon du Malawi. La lagune couvre une superficie impressionnante de 17 kilomètres carrés au milieu d'un bassin versant qui s'étend sur environ 989 kilomètres carrés.

La lagune de Chia abrite des écosystèmes divers et diverses espèces, notamment le tilapia à bandes (*Tilapia sarrmanii*), et une grande variété d'espèces d'oiseaux telles que Tourterelle à collier (*Streptopelia capicola*), Tisserin masqué (*Ploceus intermedius*), Héron noir (*Egretta ardesiaca*), ainsi que des roseaux et des arbustes de marais. En outre, elle assure la subsistance de plus de 7 857 ménages, dont des agriculteurs, des pêcheurs et des chasseurs d'oiseaux.

"La chasse est notre principale activité économique. Au cours d'un bon mois, nous gagnons environ 100 000 kwacha malawiens (57 dollars américains) grâce à la chasse aux oiseaux. Nous utilisons cet argent pour acheter de la nourriture, des intrants agricoles et payer les frais de scolarité de nos enfants", explique Ali.

Au fil des ans, Ali et beaucoup d'autres ont observé un déclin progressif des populations d'oiseaux à Chia, ce qui a considérablement affecté leurs moyens de subsistance.

"Chia Lagoon avait beaucoup d'oiseaux qui rendaient notre chasse très facile et très agréable, mais les prises ont chuté de façon spectaculaire à chaque voyage de chasse. C'est vraiment frustrant parce que les ventes que nous réalisons avec le peu de prises que nous obtenons ne suffisent pas à couvrir nos besoins. Pour ne rien arranger, la plupart des chasseurs d'oiseaux n'ont pas d'autres compétences que la chasse aux oiseaux, et c'est donc le seul moyen qu'ils ont de gagner de l'argent et de subvenir aux besoins de leur famille. Dans mon cas, je dois parcourir de longues distances pour vendre les quelques oiseaux que j'attrape afin de joindre les deux bouts", ajoute-t-il.

Outre les pratiques de chasse non durables, d'autres facteurs tels que la destruction des habitats et le changement climatique ont contribué à ce déclin.



Ali Maulidi s'exprime lors d'une réunion communautaire © Gift Maluwa

En 2023, le partenaire de BirdLife International au Malawi, la Société pour la faune et l'environnement du Malawi (WESM), en collaboration avec l'Université des sciences et technologies du Malawi (MUST) et la Micro Loan Foundation, a commencé à mettre en œuvre le projet « Community Approach to Waterbird Resources Management at Chia Lagoon » (Approche communautaire de la gestion des ressources en oiseaux d'eau au lagon de Chia). Ce projet de trois ans, financé par le gouvernement britannique dans le cadre de l'initiative Darwin, vise à restaurer l'écosystème vital de la lagune de Chia, à inverser le déclin des espèces d'oiseaux vulnérables et à améliorer les moyens de subsistance locaux. Dans le cadre des activités de mise en œuvre du projet, WESM a mis en place des groupes de chasseurs communautaires durables afin de mieux conserver les oiseaux d'eau grâce à la création de sanctuaires d'oiseaux et à des activités de restauration de l'habitat.

"Le projet travaillera avec les communautés pour mieux gérer et restaurer l'écosystème vital des lagunes, inverser le déclin des espèces d'oiseaux vulnérables et en déclin, et améliorer les moyens de subsistance des communautés. La fourniture de données sur la biodiversité pour le suivi et l'évaluation du site en tant que zone clé pour la biodiversité constituent des éléments clés du projet. Des moyens de subsistance supplémentaires et durables seront soutenus par une institution de microcrédit", déclare Blessing Chingagwe, responsable des programmes de la WESM.

Le club de chasse Chimpini travaille avec le WESM pour mettre en œuvre une gestion durable de la chasse aux oiseaux, l'avitourisme, le suivi et la documentation des populations d'oiseaux, ainsi que l'établissement de protocoles de chasse aux oiseaux. Dans le cadre de ces efforts, des représentants de clubs de chasse aux oiseaux et des chefs traditionnels ont participé à une visite d'échange au lac Chilwa, dans le sud du Malawi, qui s'est concentrée sur des domaines clés tels que la gestion de la chasse, le recensement des oiseaux, la tenue de registres et la gestion.

En mars 2023, le projet a facilité la première formation de guide ornithologique, avec 180 chasseurs formés à l'identification et à l'enregistrement des espèces d'oiseaux dans le cadre du renforcement des capacités en matière d'avitourisme. En outre, le projet a fourni, distribué et supervisé la plantation de 6 000 plants d'arbres dans le cadre des activités de restauration des zones dégradées autour de la lagune de Chia, couvrant 8,1 hectares. Deux comités villageois de gestion des ressources naturelles et huit clubs de chasseurs d'oiseaux de 10 villages autour de la lagune ont participé à l'exercice.

"La participation aux activités du projet a véritablement changé ma vie et celle de mes collègues chasseurs d'oiseaux. Grâce à notre collaboration et à notre engagement significatif avec WESM dans ce projet, nous avons acquis des connaissances inestimables en matière de gestion de la chasse, de conservation de l'environnement, de guide touristique et de gestion d'entreprise. Cela m'a incité à utiliser les ressources naturelles autour de la lagune de Chia de manière responsable", note Ali.

Dans le cadre des activités de mise en œuvre du projet, un exercice de cartographie des sanctuaires d'oiseaux a été mené en février 2024 en collaboration avec l'Université des sciences et technologies du Malawi (MUST) et le département de la pêche. À l'issue de cet exercice, 15 sanctuaires d'oiseaux ont été cartographiés dans la lagune.

L'exercice a non seulement fourni des données inestimables pour la planification de la conservation, mais a également permis aux communautés locales de jouer un rôle actif dans la sauvegarde de leur patrimoine naturel en participant à l'exercice de cartographie.

En outre, il facilite l'éducation des communautés locales sur leur environnement naturel et renforce les capacités des membres grâce au développement des compétences en matière de techniques de cartographie et de collecte de données, tout en encourageant un sentiment d'appartenance et de responsabilité collective envers la protection des habitats des oiseaux d'eau.



L'équipe MUST lors de l'exercice de cartographie des sanctuaires d'oiseaux © Gift Maluwa

Améliorer les moyens de subsistance

Le soutien et la promotion de moyens de subsistance durables constituent un aspect essentiel du projet. Cet aspect est mis en œuvre par le biais du soutien aux entreprises, de la mise en place d'un mécanisme de microfinancement soutenu par la Micro Loan Foundation pour 150 bénéficiaires - dont 90 % sont des femmes -, de la formation à la gestion financière et aux affaires, ainsi que de la promotion des possibilités d'avitourisme par le biais de documents et d'actions de sensibilisation auprès des entreprises de tourisme animalier.

Grâce à un processus participatif avec les membres de la communauté, des entreprises viables et durables ont été identifiées, notamment la pisciculture, la riziculture irriguée, l'apiculture et l'avitourisme/écotourisme. En mars 2024, le projet a organisé une formation de deux jours axée sur la gestion d'entreprise, l'identification et l'enregistrement des oiseaux dans le cadre du soutien à l'entreprise et à l'avitourisme.

Au total, 180 participants ont assisté à la formation, dont 79 femmes et 101 hommes issus de tous les clubs de chasse autour de la lagune de Chia.

"Cette formation nous a ouvert les yeux, car jusqu'à présent, nous nous contentions de chasser et de vendre des oiseaux sans aucune connaissance en matière de gestion d'entreprise. Dans mon cas, je ne savais même pas que je pouvais créer une entreprise d'écotourisme et guider les touristes qui visitent la lagune de Chia pour observer les oiseaux. Cela a vraiment changé ma vie. Je suis très enthousiaste à l'idée d'utiliser les connaissances que j'ai acquises", a déclaré Alatiya Mponda, un participant du club de chasse aux oiseaux de Bwanakaya qui a assisté à la formation.

Pour l'avenir, le projet a l'intention de réaliser des avancées remarquables en 2024, notamment en menant une évaluation de la lagune de Chia par rapport aux critères des zones clés pour la biodiversité (KBA)/Ramsar, en produisant et en distribuant un guide d'identification des oiseaux aux écoles, aux antennes du WESM et aux gîtes d'accueil, en fournissant une formation complète et un soutien aux moyens de subsistance des membres de la communauté, et en poursuivant les activités de restauration, y compris la création de pépinières et l'élimination d'espèces exotiques envahissantes.

« En créant et en promouvant des moyens de subsistance grâce à l'engagement des chasseurs d'oiseaux et d'autres acteurs clés, ainsi qu'en menant des activités de restauration, ce projet aborde de manière globale les problèmes les plus urgents qui affectent la biodiversité de la lagune de Chia et les communautés environnantes », déclare Chifundo Dalireni, coordinateur de projet de la WESM.

« Avec le renforcement des capacités pour le soutien des entreprises au sein de la communauté vivant autour de la lagune, l'exposition à Chilwa pour l'analyse comparative de la chasse aux oiseaux responsable, les nouvelles informations et connaissances générées par les évaluations écologiques, la création de sanctuaires d'oiseaux, le soutien aux activités de restauration parmi d'autres interventions du projet, la communauté occupera la place centrale qui lui revient dans la gestion durable des ressources de Chia », ajoute Alex Ngari, le chef de projet et le responsable du programme des voies de migration de BirdLife Africa.



Le projet travaillera avec les communautés pour mieux gérer et restaurer l'écosystème vital de la lagune, inverser le déclin des espèces d'oiseaux vulnérables et en déclin, et améliorer les moyens de subsistance des communautés. La fourniture de données sur la biodiversité pour le suivi et l'évaluation du site en tant que zone clé pour la biodiversité constituent un élément clé du projet. Des moyens de subsistance supplémentaires et durables seront soutenus par une institution de microcrédit.



Blessing Chingagwe
Responsable des programmes du WESM

RENFORCER LES EFFORTS DE CONSERVATION DES VAUTOURS MENÉS PAR LES COMMUNAUTÉS

EN TANZANIE



Réunion de sensibilisation de la communauté © Nature Tanzania

Par Vincent Otieno

En Afrique, les populations de vautours ont considérablement diminué au cours des 50 dernières années en raison de diverses menaces, notamment l'empoisonnement, l'utilisation fondée sur des croyances, l'électrocution, les collisions avec les infrastructures énergétiques et la perte d'habitat. En Afrique de l'Est, les principales menaces qui pèsent sur les vautours sont l'empoisonnement involontaire, l'électrocution et les collisions avec les infrastructures énergétiques, la perte d'habitat et la diminution de la nourriture disponible.

La Tanzanie abrite huit espèces de vautours, dont six sont classées comme étant en danger critique d'extinction (CR) ou en danger (EN) sur la liste rouge de l'UICN, y compris le vautour à dos blanc (*Cyps africanus*), le vautour à dos blanc (*Cyps africanus*), le vautour de Ruppell (*Cyps rueppelli*), le vautour à face blanche (*Trogos tracheliotos*), le vautour à tête blanche (*Trigonoceps occipitalis*), le vautour percnoptère (*Neophron percnopterus*) et le vautour à capuchon (*Necrosyrtes monachus*).

L'empoisonnement lié aux conflits entre l'homme et la faune sauvage et le prélèvement de parties de vautours à des fins de croyance sont les principales causes du déclin des populations de vautours dans le pays.

Depuis 2022, le partenaire de BirdLife, Nature Tanzania mène un projet de conservation des vautours financé par l'Initiative Darwin dans la zone de gestion de la faune sauvage (WMA) de Makao, d'une superficie de 788 km², dans le nord de la Tanzanie. Makao WMA est une zone importante pour la conservation des oiseaux (IBA) qui abrite plus de 185 espèces d'oiseaux, dont cinq espèces de vautours, à savoir le vautour à dos blanc, le vautour de Ruppell, le vautour à face blanche, le vautour à capuchon et le vautour à tête blanche.

Dans le cadre des activités de mise en œuvre du projet, Nature Tanzania a engagé des guérisseurs traditionnels de l'aire de répartition de Makao qui utilisent les parties du corps des vautours selon leurs croyances. La sensibilisation a été menée par le biais de réunions de groupes de tradipraticiens, en plus de rencontres individuelles.



Champs de tournesols du groupe Matumaini © Nature Tanzania

À la suite de ces actions, les guérisseurs traditionnels ont identifié le *Biophytum crassipes*, connu localement sous le nom de *kiloto*, comme une alternative végétale aux parties du corps des vautours,

« Les populations de vautours sont toujours en déclin. Pour inverser cette tendance, notamment en ce qui concerne l'utilisation des parties du corps des vautours dans les croyances traditionnelles, il est essentiel d'impliquer les guérisseurs traditionnels dans les efforts de conservation des vautours", déclare Alpha Mfilinge, responsable de la conservation des espèces à Nature Tanzania.

Un fonds renouvelable communautaire (CRF) a été mis en place pour aider la communauté à créer des entreprises respectueuses de la nature afin d'améliorer leurs moyens de subsistance et de sensibiliser à l'importance des vautours dans l'écosystème. Un financement de départ de 5000 GBP a été utilisé pour lancer le CRF qui a bénéficié à cinq groupes avec un total de 62 personnes (39 femmes et 23 hommes) premier lot de prêt du CRF dans l'AMM de Makao.

En avril 2024, une équipe de BirdLife International et de Nature Tanzania a visité l'AMM de Makao et s'est engagée avec deux groupes communautaires qui ont bénéficié du CRF. Il s'agit du groupe Matumaini, composé de 22 membres, et du groupe de femmes Mbuyuni, composé de 15 membres. Le groupe Matumaini est engagé dans la culture du tournesol, rendue possible par le CRF. En outre, le groupe envisage de s'étendre à la chaîne de valeur du tournesol et à l'apiculture, adoptant ainsi une approche holistique de la conservation et de l'amélioration des moyens de subsistance.

« L'argent que nous avons emprunté au CRF nous a aidés à pratiquer une agriculture moderne dans notre ferme de tournesol. D'après ce que nous avons fait, nous nous attendons à un rendement plus élevé cette saison par rapport aux saisons précédentes ; nous prévoyons donc d'ajouter de la valeur en transformant les tournesols récoltés en huile de cuisson", explique Getruda Sengwa, secrétaire du groupe Matumaini.

En plus d'être membre du groupe Matumaini, je suis également une championne des vautours, impliquée dans la sensibilisation à l'importance des vautours dans l'AMM de Makao, en particulier dans ma communauté locale", déclare Yohana Sagika, membre du groupe Matumaini.

Le groupe de femmes Mbuyuni est spécialisé dans les activités de couture. Grâce à leur entreprise, le groupe sensibilise sa clientèle à la conservation des vautours à l'aide d'affiches installées dans leurs locaux, démontrant ainsi que l'esprit d'entreprise peut se mêler à la défense de la conservation.

« Sans le CRF, nous n'aurions pas pu développer notre activité en achetant deux machines à coudre modernes supplémentaires. Nous terminons maintenant les commandes de nos clients à temps, ce qui nous permet de gagner leur confiance, et le nombre de nos clients a augmenté, car nous continuons également à sensibiliser les gens au problème des vautours", explique Jane Nchambi, trésorière du Mbuyuni Women Group

En outre, les guérisseurs traditionnels sont prêts à adopter l'utilisation d'une alternative végétale aux têtes de vautours dans le cadre de leurs pratiques traditionnelles.



L'équipe de BirdLife interagit avec le groupe de femmes de Matumaini © Nature Tanzania

C'est ce qui ressort d'une rencontre déterminante avec Deus Sitta, un guérisseur traditionnel qui vendait et utilisait des têtes de vautour dans ses pratiques traditionnelles. À la suite des actions de sensibilisation menées par Nature Tanzania, Sitta utilise et vend désormais des *kiloto*. En outre, il est devenu le champion des vautours, sensibilisant d'autres guérisseurs traditionnels à leur cause.

« Depuis que j'ai cessé de faire le lien entre les chasseurs qui tuent les vautours et les guérisseurs traditionnels qui utilisent les têtes de vautours pour la médecine traditionnelle, les guérisseurs traditionnels viennent maintenant m'acheter du kiloto, ce qui est bon pour les efforts de conservation des vautours », note Sitta.

Grâce au projet, plusieurs bénéficiaires de la CRF et guérisseurs traditionnels sont devenus des champions des vautours, sensibilisant à l'importance des vautours dans l'écosystème et aux menaces qui pèsent sur eux à Makao. En outre, la capacité à répondre à l'empoisonnement des animaux sauvages a été renforcée grâce aux éclaireurs villageois de chasse (VGS). Ces derniers mènent des activités de surveillance régulières à Makao et sont formés et équipés pour réagir à d'éventuels empoisonnements d'animaux sauvages.

Les solutions au déclin des vautours en Afrique consistent à impliquer les communautés et à leur donner les moyens d'être les champions des vautours. Les leçons tirées du travail effectué dans l'AMM de Makao en sont la preuve", conclut Fadzaï Matsvimbo, coordinateur du programme de prévention des extinctions pour l'Afrique à BirdLife International.

“

Les solutions au déclin des vautours en Afrique consistent à impliquer les communautés et à leur donner les moyens d'être les champions des vautours. Les leçons tirées du travail effectué dans l'AMM de Makao en sont la preuve.



Fadzaï Matsvimbo
Coordinateur du programme de prévention des extinctions pour l'Afrique chez BirdLife International

POULEAU À POITRINE LILAS PHOTOGRAPHIÉ DANS LA RÉSERVE DE LEWA, AU KENYA, DANS LA LUMIÈRE DU PETIT MATIN. © DAVID CLODE

